

Politique, dissensions et violence : à l'écoute des porte-paroles locaux s'exprimant au sujet d'Ébola Bulletin d'informations médias locaux #3 (février-avril 2019)

Cette note stratégique résume les médias locaux et les messages ayant circulé sur les médias sociaux, y compris sur WhatsApp, à la radio locale et à travers les organes de presse dans les régions de Beni et Butembo de la province du Nord-Kivu, RDC, entre février et avril 2019. Elle rend également compte du nombre croissant de messages de mise en garde et de lettres de menaces transmis dans le cadre de l'escalade de violence à l'encontre des équipes de riposte contre le virus Ébola au cours de cette période. Cette note stratégique a été élaborée par Rachel Sweet (Harvard, Université Notre-Dame) pour la Plateforme Social Science in Humanitarian Action avec l'assistance de Juliet Bedford et Ingrid Gercama (Anthrologica). Pour obtenir des détails supplémentaires concernant les questions abordées dans cette note stratégique, veuillez contacter Rachel Sweet (rsweet2@nd.edu) ou Juliet Bedford (julietbedford@anthrologica.com).

Synthèse

- Entre février et avril 2019, une intensification des attaques perpétrées à l'encontre des centres de traitement d'Ébola (CTE) ont interrompu à plusieurs reprises les activités de riposte. Les changements significatifs de la teneur des messages formulés au cours de cette période reflètent la recrudescence de la violence, notamment par des menaces directes d'attaques ou en impliquant les personnalités politiques locales dans la propagation de faux discours au sujet des actions de riposte. Les messages locaux permettent d'expliquer une partie de la recrudescence de violence et indiquent également de nombreuses dissensions parmi l'opinion locale concernant le virus Ébola.
- Certains messages incitent à la violence, bien que le plus grand nombre exige des actions de riposte plus efficaces, y compris une stratégie de vaccination plus transparente et un engagement impartial plus clair de la part des membres des équipes de riposte. Bien que les attaques soient évidentes, les communautés poursuivent leurs tentatives répétées de communiquer pacifiquement avec le Gouvernement du Congo et les intervenants internationaux afin d'exprimer leurs préoccupations.
- Ceux qui incitent à la violence ont laissé entendre que les attaques initiales à l'encontre des CTE et des membres du personnel avaient été perpétrées en réaction, du moins en partie, aux perceptions selon lesquelles des motivations politiques avaient corrompu les actions de riposte. La restriction imposée sur les droits de vote à Beni-Butembo lors des élections présidentielles du 30 décembre 2018 a contribué à renforcer les suspicions selon lesquelles des objectifs politiques étaient à l'origine de la flambée épidémique d'Ébola et/ou manipulaient la flambée. L'affiliation politique de responsables clés dans le cadre de la riposte, l'implication des forces de sécurité de l'État dans les actions de riposte et l'utilisation du virus Ébola comme outil de campagne en prévision des élections législatives de mars 2019 ont contribué à saper davantage la perception de la neutralité de la riposte.
- Depuis la mi-avril, une série de messages plus extrêmes continue de proférer des menaces d'actes de violence directs (y compris des assassinats et des incendies criminels) à l'encontre des membres du personnel de riposte ainsi que des autorités locales et des civils qui soutiennent les actions de riposte. Un changement notable survenu au cours des derniers mois a été identifié comme la recrudescence des lettres de menace à l'encontre de la riposte rédigées / distribuées par les auteurs autoproclamés des attaques. D'autres messages rappellent aux observateurs que des intervenants armés ayant participé aux attaques opèrent avec le soutien de « sponsors politiques » et affirment que le virus Ébola est devenu un outil de dissension politique au niveau local.
- Bien que certains discours contestent toujours le fait qu'Ébola soit une maladie « réelle » (il s'agit d'un « canular »), la majorité d'entre eux ne mettent pas en doute la véracité de la maladie. Les préoccupations sont plutôt formulées en termes de fatigue et de méfiance généralisées, et de nombreuses personnes sont sceptiques quant au fait que le virus continue de se propager. Les communautés considèrent qu'elles font « ce qu'elles peuvent » pour contenir le virus Ébola (à savoir, lavage des mains, inhumations sécurisées¹) et mettent en doute les motivations des équipes de riposte : elles considèrent les ressources techniques et financières considérables mobilisées autour du virus Ébola comme étant en contradiction avec les progrès réalisés par la riposte. Certains se demandent si les objectifs politiques et/ou les intérêts financiers ne contribuent pas à entraver l'engagement de la riposte à mettre un terme à la flambée épidémique.
- Les messages réitèrent les craintes exprimées précédemment selon lesquelles le personnel médical est susceptible de faire des erreurs de diagnostic et de confondre le virus Ébola avec d'autres maladies, les normes d'hygiène perturbent les modes de vie, y compris les gestes quotidiens de développement et de cohésion communautaire tels que les salutations², les autorités locales et les chefs religieux qui soutiennent les actions de riposte reçoivent de l'argent ou des pots-de-vin de la part des équipes de riposte, et les membres du personnel de riposte sont payés pour tuer des patients. Les tentatives en cours de la part des autorités locales et des médias pour freiner la « résistance » se sont heurtées à une série de messages proférant des menaces de violence à leur encontre.
- De nouvelles informations erronées sont également apparues, suggérant par exemple que les équipes de riposte contaminaient les latrines avec le virus Ébola.³ Des messages émis par des animateurs de la société civile et des journalistes locaux prétendent que des politiciens locaux sont à l'origine des informations erronées et fallacieuses qui circulent.
- Le troisième plan de riposte stratégique met en évidence une évolution vers une appropriation locale de la riposte contre le virus Ébola. Dans le contexte du Nord-Kivu, la propriété doit aller au-delà de ce que l'on entend généralement par la « communauté » en tant qu'entité multi-factionnelle et multi-associative et doit éviter de valoriser certains individus et/ou groupes de population au détriment d'autres. Les messages renforcent la nécessité d'instaurer la confiance au sein des communautés et avec les nombreux factions différentes de la population, notamment en adaptant les activités de riposte en fonction des retours locaux. Les

animateurs de la société civile qui ont une formation médicale doivent être impliqués de manière active dans la riposte et soutenus pour jouer un rôle plus important. L'implication des associations traditionnelles telles que Kyaghanda-Yira, des chefs traditionnels et des autorités religieuses demeure cruciale. Des journalistes locaux encouragent les équipes de riposte à « refaire » les supports de manière à ce que les communications soient tenues à jour et adaptées à l'évolution de la situation. Ils continuent de mettre en évidence le fait que tous les supports doivent être traduits dans les langues locales (swahili congolais et kinande).

- Les systèmes destinés à renforcer la surveillance communautaire et les actions de riposte menées au niveau local nécessitent un investissement supplémentaire. En mettant l'accent sur l'appropriation locale, les intervenants locaux ont suggéré que des incitations positives pour que les membres de la communauté soutiennent la riposte seraient souhaitables. Ces incitations ne doivent pas présenter la forme d'une rémunération financière, mais des suggestions proposent d'instaurer un « *prix de la meilleure prévention* » afin de récompenser les communautés, quartiers, ou villages qui soutiennent (et contribuent à) la riposte contre le virus Ébola de manière efficace. Modifier l'approche afin d'engager des mesures d'incitation au niveau de l'ensemble de la communauté est également susceptible de réduire les suspicions concernant la circulation des fonds et l'autorité consacrés au virus Ébola au bénéfice de certains individus mais au détriment d'autres.

Développements clés dans les messages locaux et recommandations connexes formulés par les communautés

Une série de tendances principales est évidente dans l'analyse des messages ayant circulé entre février et avril 2019. Elles sont présentées ci-dessous, accompagnées d'une sélection de recommandations directes formulées dans des messages au cours de la période analysée. Plusieurs de ces recommandations sont étroitement liées aux suggestions mises en évidence dans les retours communautaires recueillis dans le cadre des activités de riposte (voir, par exemple, la note stratégique de compilation de données de la SSHAP de février 2019, et celle qui sera publiée en mai 2019).⁴ Malgré les frustrations et les tensions croissantes, les communautés continuent d'exprimer clairement leurs besoins en termes d'informations plus détaillées concernant la riposte, et formulent fréquemment des suggestions concernant les manières dont la riposte pourrait être « améliorée » au niveau local, ce qui générerait ainsi des niveaux de confiance plus élevés.

- **Soutien local continu pour éradiquer le virus Ébola** – De manière générale, les messages reflètent les opinions locales divergentes concernant le fait de soutenir ou de s'opposer à la riposte. Toutefois, les messages décrivent souvent le virus Ébola comme étant dangereux, soulignent le fait que la flambée épidémique doit être éradiquée et réitèrent l'engagement de la population vis-à-vis des normes d'hygiène et de sa participation à diffuser les informations. De la frustration est exprimée lorsque les équipes de riposte attribuent la propagation de la flambée épidémique à un manque d'adhésion de la communauté, et les messages défient les équipes de riposte de renforcer leur propre engagement (voir ci-dessous).⁵ Pour l'essentiel, les médias locaux traditionnels (principalement la radio) diffusent des messages factuels concernant Ébola, ou soutiennent la riposte de manière explicite en présentant des autorités respectées et des patients qui y souscrivent.⁶ L'exception étant représentée par les médias liés aux organes de presse nande (Les Nande constituent la majorité démographique dans le Grand Nord de la province du Nord-Kivu), ainsi que par les messages WhatsApp qui circulent avec davantage d'anonymat (bien que les personnalités politiques locales soient soupçonnées d'être les principaux instigateurs). Dans l'ensemble de la région affectée, l'on continue de démontrer un soutien local considérable de la riposte, y compris de la part des jeunes, des autorités traditionnelles, et des chefs religieux.
- **Développer des flux d'informations clairs et simplifiés à l'attention/de la part des communautés** – Les messages indiquent qu'il y a un « manque de clarté » autour des activités de riposte et réclament davantage de transparence et d'informations de la part des équipes de riposte. Les membres de la communauté diffusent des annonces et des rapports de situation rédigés par l'OMS et d'autres agences par WhatsApp, ce qui démontre une détermination à se tenir informés des activités de riposte. Ce niveau d'engagement est positif et doit être maximisé. Parmi les équipes de riposte, une stratégie renforcée d'engagement communautaire doit répondre aux demandes locales réitérées d'informations plus détaillées concernant le virus Ébola, la riposte et les procédures de traitement. Les autorités locales et les journalistes continuent d'affirmer qu'un renforcement des flux d'information est susceptible de désamorcer les points de vue plus politisés concernant le virus Ébola.⁷ Les communautés suggèrent des forums (discussions animées) supplémentaires lors desquels les communautés peuvent poser des questions et recevoir des informations détaillées concernant le traitement et les procédures de laboratoire. Les intervenants qui s'opposent à la riposte ainsi que ceux qui la soutiennent demandent un accès renforcé des civils aux laboratoires et aux centres de traitement afin de développer les connaissances des procédures et des médicaments utilisés.⁸ Compte tenu du climat de méfiance, le fait d'accorder un accès plus direct permettra de surmonter la « peur de l'inconnu » et est susceptible de dissiper les informations erronées de manière constructive. Certains messages ont exprimé le fait que les écoles devraient organiser des visites des CTE afin de dissiper davantage les informations erronées et de développer l'adhésion locale aux actions de riposte, ce qui permettrait de diffuser des connaissances accrues parmi différents groupes de population, y compris les jeunes.
- **Créer des mécanismes de retours clairs** – Les membres de la communauté continuent de faire des tentatives pacifiques de communiquer avec les partenaires de la riposte et d'expliquer leurs préoccupations et leur opposition à la riposte de manière non violente. Ils demandent à plusieurs reprises que des mécanismes renforcés soient établis afin de signaler la corruption perçue ou l'utilisation abusive de la force de la part des équipes de riposte (conformément à la demande des partenaires d'une responsabilisation accrue des populations affectées). Plusieurs messages suggèrent également qu'outre la permanence téléphonique destinée à signaler les cas présumés et les décès communautaires, une permanence téléphonique dédiée devrait être établie pour permettre aux membres de la communauté d'effectuer des rapports en temps réel concernant l'insécurité ou les activités suspectes. Tandis que cela est susceptible de conduire à des abus et devrait être étroitement surveillé, les communautés suggèrent que cela contribuerait à améliorer la sécurité du personnel et des structures de riposte, et éventuellement la sécurité des membres de la communauté également.
- **Poursuite des exigences de résultats** – Les messages continuent d'exiger une riposte plus efficace contre le virus Ébola

(« *Nous ne voulons pas un seul décès supplémentaire !* »). Ils expriment des préoccupations concernant le manque perçu d'engagement de la part des intervenants internationaux et l'interruption des activités de riposte. Plusieurs messages contiennent des déclarations telles que « *Nous implorons la communauté internationale de ne pas céder* » aux attaques (par exemple, lorsque les membres de Médecins Sans Frontières ont été contraints de quitter le CTE de Katwa en février 2019), mais de rester concentrée sur l'éradication de l'épidémie.⁹ Les autorités locales soutenant les actions de riposte demandent aux équipes d'« *Étendre l'impact de la riposte* » et indiquent la nécessité de « *multiplier les laboratoires pour effectuer des dépistages plus rapides* » et « *créer des centres de transit pour les malades* ». ¹⁰ L'interruption des activités risque de renforcer l'opinion selon laquelle les équipes de riposte sont moins engagées à l'éradication de l'épidémie que la population locale, et des critiques ont également été formulées concernant le fait que des formations destinées aux médias, journalistes et chefs religieux ont été annulées. Lorsque les activités doivent être interrompues, il est essentiel que cela soit expliqué en détail aux communautés locales.

- **Politisation renforcée et l'implication des forces de sécurité de l'État** – Il y a un consensus croissant, aux niveaux locaux, selon lequel le virus Ebola est utilisé à des fins d'objectifs politiques et une inquiétude croissante qu'Ebola serve d'outil d'« *exclusion politique* ». Les messages suggèrent que le gouvernement a utilisé le virus Ebola comme « *prétexte* » pour empêcher les électeurs à Beni-Butembo d'influencer l'élection présidentielle. Le virus Ebola est perçu comme un moyen d'influence partisane (des nominations de leaders locaux ont largement été accordées à la majorité progouvernementale, et l'on a assisté à un positionnement politique accru de/concernant la riposte lors des campagnes pour les élections législatives de mars 2019). Ceci contribue à entraver la neutralité de la riposte. Les messages mettent en évidence le caractère continu de l'épidémie par opposition à d'autres flambées épidémiques d'Ebola survenues en Afrique de l'Ouest et dans d'autres régions du Congo, ce qui contribue à exacerber les opinions selon lesquelles les explications épidémiologiques n'expliquent pas intégralement la propagation ni la durée de cette épidémie. Les communautés demeurent extrêmement préoccupées par l'implication et le rôle des forces de sécurité de l'État dans la riposte contre Ebola, y compris la police nationale congolaise (PNC) et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Elles sont souvent considérées comme étant peu disciplinées et les messages signalent des cas de recours injustifié à la force à l'encontre de civils dans le cadre de la riposte.¹¹ Tandis qu'il est généralement admis que les partenaires de riposte ont besoin d'assistance pour opérer au sein des régions affectées du Nord-Kivu, une forte sécurisation de la riposte et l'utilisation de l'armée sont contestées à l'échelle communautaire et interprétées comme étant préjudiciables aux activités de riposte équitables. Dans le cadre du mécanisme de retours (discuté ci-dessous), les communautés continuent de préconiser un environnement plus sécurisé au sein duquel elles seraient en mesure de signaler des pratiques de corruption de la part des forces de l'État, à la fois financières et coercitives.
- **« Ebola en tant que commerce »** – La riposte est également considérée dans l'optique d'intérêts économiques. Les messages expriment des préoccupations selon lesquelles les ressources financières et techniques considérables mobilisées pour lutter contre le virus Ebola profitent aux équipes de riposte et non à la population générale (qui est « *exclue des profits* »). La perception de la riposte, avec des hôteliers locaux et des individus bénéficiant d'appuis politiques qui tirent un profit financier, contribue à saper sa crédibilité et à alimenter ces préoccupations. Par conséquent, la riposte contre le virus Ebola a été cataloguée comme une forme d'« *exploitation* » et l'on a commencé à désigner le financement associé à la riposte sous le nom « *argent du sang* ». Les membres du personnel de santé sont de plus en plus assimilés à une catégorie spécifique d'agents de riposte, qui sont considérés comme bénéficiant activement de la flambée épidémique. La perception d'exclusion de l'ensemble de la communauté a généré une frustration croissante, mais a également créé des effets incitatifs pour que les individus tentent d'exploiter d'éventuelles opportunités en s'associant à ou en tirant parti de la riposte (y compris des menaces émergentes de sécurité contre rançon). Suivant les recommandations locales, les actions de riposte doivent « *aborder les questions inhérentes aux soupçons exprimés par les individus les plus défavorisés qui pensent que la riposte contre le virus Ebola est une vaste affaire commerciale* ». Gagner la confiance de la communauté nécessite une plus grande transparence concernant le flux monétaire (au niveau local, national et international) et les individus impliqués dans la riposte et pourquoi. Les communautés préconisent également des éclaircissements supplémentaires quant aux procédures de prise de décision impliquant les autorités locales, les médecins et le personnel de santé.
- **S'adapter aux préférences pour une approche globale de la vaccination** – Il y a toujours un manque d'informations relatives à la vaccination et les préoccupations continuent de circuler concernant le fait de savoir qui est / n'est pas vacciné, pourquoi et quand. Les autorités communautaires, y compris la société civile de Butembo et la jeunesse nande de Kinshasa, sont les plus critiques de l'approche de la vaccination en anneau qu'ils considèrent comme étant sensible à la manipulation. Ces messages suggèrent que la vaccination en anneau est uniquement orientée vers ceux qui sont impliqués dans la riposte ainsi que vers les élites politiques et économiques locales (qui « *tirent profit* » de la vaccination) au détriment de l'ensemble de la population. Ils préconisent une « *vaccination globale* » (par exemple, une approche géographique) afin d'améliorer l'efficacité de la riposte de santé publique. (« *Sans la mise en œuvre de cette solution de vaccination globale, il y aura toujours une résistance aux équipes de riposte contre le virus Ebola, car tout le monde ne peut pas être engagé pour collaborer à la riposte ou en tirer un avantage financier* ».)

Sélection de médias locaux et de messages

Les exemples de messages diffusés entre février et avril 2019 qui illustrent les tendances décrites ci-dessus sont présentés par ordre chronologique selon six thèmes clés :

- A. Politisation renforcée : politique locale et nationale
- B. Opinions d'« *Ébola en tant que commerce* » qui alimentent l'opposition
- C. Approche médicale : stratégie de vaccination
- D. Violence et insécurité autour de la riposte contre le virus Ebola
- E. Défenseurs constants

A. Politisation renforcée

La politisation de la riposte contre le virus Ébola et la manière dont elle est liée à la perception des objectifs politiques doivent être interprétées dans le contexte du statut du *Grand Nord* en tant que bastion de l'opposition et région soumise à des schémas de mobilisation complexes de la jeunesse armée locale.¹² Malgré son éloignement de Kinshasa, la région est fortement engagée politiquement et ses habitants revendiquent une autonomie politique et économique sur les affaires locales. La capacité à participer et à influencer les résultats politiques à l'échelle locale et nationale est considérée comme étant essentielle, néanmoins, des décisions spécifiques concernant la riposte contre le virus Ébola ont contribué à compromettre la capacité de la population à participer pleinement de plusieurs manières : (i) les nominations à des postes de direction dans le cadre de la riposte ont été considérées comme bénéficiant aux partis politiques progouvernementaux (PPRD et BUREC), ce qui a éveillé les soupçons selon lesquels Ébola n'était qu'un moyen d'étendre l'influence du gouvernement ; (ii) la décision prise par la commission électorale nationale (CENI) d'invoquer le virus Ébola en tant que justification pour reporter les élections présidentielles du 30 décembre 2018 à Beni et Butembo a considérablement aggravé les perceptions selon lesquelles Ébola était utilisé à des fins politiques (la majorité des habitants de la région soutenaient le candidat de l'opposition, Martin Fayulu, mais leurs votes n'ont jamais été comptés.)¹³ Ces deux questions contribuent à renforcer les soupçons préexistants selon lesquels les objectifs politiques alimentent l'insécurité permanente au sein de la région. Le caractère soudain et extrême du virus Ébola a reflété le caractère soudain et extrême du déroulement de massacres (depuis 2014), et certains habitants se demandent si le virus Ébola ne serait pas uniquement la continuité d'un projet sous-jacent visant à tuer des civils. L'implication de certains officiers de l'armée qui ont soutenu certains massacres a également éveillé des soupçons concernant le rôle potentiel du gouvernement dans la menace de sécurité pour la population la plus récente : le virus Ébola.¹⁴ Au début de la flambée épidémique, certains discours qualifiaient le virus Ébola comme étant « l'arme de guerre » la plus récente mais les autorités et associations locales ont contribué à atténuer ces soupçons et à sensibiliser les populations au virus Ébola. L'annulation des élections a fragilisé les tentatives d'éradiquer ces discours et a ravivé les accusations de politisation.

La politique locale détermine également les discours de la riposte. Certains candidats du *Grand Nord* ont utilisé le virus Ébola dans leurs stratégies de campagne pour les élections législatives du 31 mars 2019.¹⁵ Les messages continuent de prétendre que les personnalités politiques locales font circuler de fausses informations concernant Ébola, en suggérant que le virus est devenu un outil de dissensions locales. Ces deux vagues successives d'activité politique explicite ont alimenté la politisation du virus Ébola et ont rendu encore plus difficile le fait de désamorcer les discours inhérents aux objectifs politiques.

Politique nationale

1) Les nominations politisées des équipes de riposte contribuent à diminuer la confiance de la communauté. Lettre ouverte au Ministre de la Santé Publique de RDC, à l'Organisation mondiale de la santé, à la MONUSCO et aux coordinateurs de la riposte contre le virus Ébola, Butembo (14 février 2019)

Avec cette lettre ouverte, les membres de la société civile de Butembo ont tenté d'expliquer aux audiences nationales et internationales la raison pour laquelle la riposte contre le virus Ébola était considérée comme un moyen, pour les partis politiques majoritaires progouvernementaux (PPRD, BUREC) d'étendre leur influence au sein de la région. Initialement rédigée en français, cette lettre ouverte a également circulé sur WhatsApp.

«...La politisation de la riposte contre la maladie à Virus Ebola a commencé avec l'installation des équipes de la riposte...les véhicules de la riposte étaient plusieurs fois visibles devant les permanences des partis politiques entre autres le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie, PPRD, et le Bloc Uni pour la Renaissance et l'Émergence du Congo, BUREC. Parfois, ce sont les militaires de ces partis politiques qui étaient tout le temps dans les parages de la direction générale de la riposte. C'est pourquoi d'aucuns se demandaient quelle serait le lien entre ces partis politiques et les équipes engagées dans la riposte contre Ebola. C'est ainsi que certaines personnes en mauvaise odeur envers les équipes de la riposte contre Ebola. D'autres, ne cessaient de se poser maintes questions pour chercher à comprendre cette complicité mettant en scène les acteurs sanitaires et les acteurs politiques.

Aujourd'hui, la conclusion logique à tirer est que le directeur général de la riposte, le Docteur NDJOLOKO TAMBWE Bathé, est un fervent militant du PPRD.¹⁶ Ainsi, il profitait de son séjour à Beni pour redynamiser son parti politique que de s'occuper de la responsabilité dans la riposte contre la Maladie en Virus Ebola. A simplement dire, le Docteur Bathé NDJOLOKO s'investissait plus dans les activités de son parti politique à Beni que d'assumer ses responsabilités sanitaires. D'ailleurs, le Docteur était en propagande électorale dans le territoire de Pang'i en province du Maniema où il était candidat aux élections législatives nationales et en même temps en fonction comme directeur général de la riposte... Pour peu de temps qu'il passait à Beni ou à Butembo, le Dr Bathé DJOLOKO se consacrait à la campagne d'Emmanuel

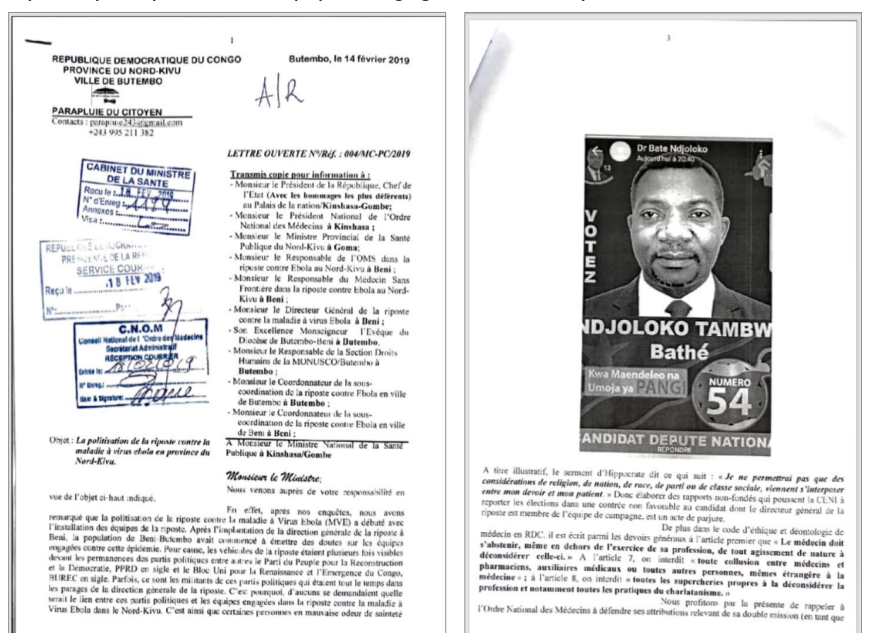


Image 1. Extraits de la lettre ouverte. Elle contenait ce tract de campagne pour le Dr. Ndjoloko Tambwe Bathé. Le texte intégral de la lettre est disponible sur demande.

Ramazani Shadari [Successeur désigné du Président Kabila pendant presque toute la durée du cycle électoral] et à accompagner des candidats députés du PPRD dans ces circonscriptions.

C'est comme ça qu'une partie de la population ne comprenant pas la tournure des événements commence à développer des résistances contre les équipes de la riposte dont le directeur général ne tardait plus à afficher ses couleurs et choix politiques en public...

[Le médecin] a commencé à confondre la politique et la riposte contre le virus Ebola (en se lançant dans les activités politiques du PPRD aux heures de service et en tenant des points de presse que nom de la riposte alors que c'était des matinées politiques où il en profitait pour s'attaquer aux candidats de l'opposition)...?

Ainsi, le report des élections dans les circonscriptions de Beni et Butembo villes et Beni territoire vient démontrer que cette épidémie faisant objet d'une grand marchandage politique. De ce qui précède, nous avons le droit de croire que cette décision prise par la CENI sur demande d'une réunion interinstitutionnelle où vous avez ... était pour des raisons électoralistes que sanitaires. L'épidémie ne constituait pas un motif valable pour reporter les élections dans ces trois circonscriptions... alors que les mesures de précaution étaient déjà mises en place pour le bon déroulement des élections. »

2) **Ébola en tant que complot politique pour voler les élections et compromettre les civils, Beni-Lubero Online (15 février 2019)**

La poursuite de la flambée épidémique d'Ébola est décrite comme présentant les mêmes causes fondamentales que les massacres perpétrés à Beni, et le gouvernement national est impliqué dans les deux événements (rédigé en français).

« Parmi les tristes souvenirs qui ne quitteront jamais l'esprit de notre peuple, on se souviendra que Beni et Butembo ont été privés de leur droit de voter par un complot du système de Kabila, que Felix a accepté d'entériner. L'épidémie d'Ebola à Beni est bel et bien une entreprise de l'actif du même Joseph Kabila emporté par la passion d'exterminer la communauté Yira-Nande, d'après un montage qui devait servir d'escalier pour hisser son vrai dauphin qu'il cachait au sein de l'opposition politique tel qu'il s'est révélé en la personne de Felix. Les massacres de Beni sont un autre crime organisé par Joseph Kabila et son système politique comme stratégie du pouvoir, crime auquel Felix Tshisekedi apporte aujourd'hui tout son appui en déclarant tout haut sa détermination assurer le maximum de protection au bourreau du peuple tout en jurant de le soustraire à toute tentative de poursuite judiciaire. »¹⁷

3) **Ébola en tant qu' « arme de guerre », Beni-Lubero Online (24 février 2019)**

« Tout reste comme un peu de mystère autour de cette épidémie dévastatrice; tout demeure flou, de son apparition, son origine et même sa persistance jusqu'à défier apparemment les dispositifs médicaux combien "professionnels" mis sur pied pour combattre ce fléau mortel, quand on considère l'implication des organismes aussi bien nationaux qu'internationaux tels que les Médecins Sans Frontières (MSF) qui, il y a peu de temps, ont démontré avec conviction et grand succès leur expertise dans ce domaine dans l'Afrique de l'ouest... Comment au bout de tout ce temps, d'Août 2018 à ces jours, cette épidémie toujours promptement maîtrisée ailleurs, semble continuer à déborder les efforts déployés pour la combattre?

Butembo et Beni sont des grandes villes, où vivent des populations bien encadrées et surtout aptes aux campagnes de sensibilisations et d'éducatives en cas de nécessité. Sous l'encadrement de la société civile, de l'église, des structures politico-administratives locales, des enseignements (aux écoles), des agents du corps médical hautement formés, ces populations se sont totalement impliquées dans la lutte contre l'Ebola déclaré dans la région, en sorte qu'il n'y aurait aucune chance à constater son débordement jusqu'à ces jours.

Cependant, aujourd'hui certains faits bien objectifs aident à découvrir finalement que l'épidémie d'Ebola a fait son irruption à Beni et à Butembo juste comme une arme de guerre à destruction massive. : (1) Cadre d'apparition d'Ebola à Beni L'épidémie d'Ebola a surpris la population de Beni dans une période où cette région gisait sous la coupe des massacres, de l'insécurité, des violences inouïes, des pillages et des destructions méchantes,... . L'Ebola intervient alors comme un coup d'épée au dos d'un peuple aux mains liées par ces problèmes, incapable de toute défense, car la plupart avait déjà tout perdu (terres, maisons, champs, business...) cette épidémie, qui a une origine mystérieuse dans la région, venait s'ajoutait à la stratégie d'extermination de la population de la région suivant un plan que les massacres en cours pénaient à mener au bout; (2) L'Ebola devient le motif de priver la population de Beni-Butembo des élections: Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour découvrir la portée politique de la surgissance de cette épidémie. Sur instruction du président Joseph Kabila, Corneille Naanga, le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) se mettra en la besogne pour commencer à préparer les esprits à gober le coup bas qui visait à isoler des millions d'électeurs de Beni et Butembo du programme électoral du 30 décembre 2018, uniquement dans le souci de saboter l'électorat de la coalition de l'opposition qui a le monopole d'influence dans cette région... »

4) **Ébola en tant qu'outil « d'exclusion et d'étouffement des droits civiques» déclenche des attaques, Simon Kazungu, Député provincial du Nord-Kivu, parti de l'opposition DCF/N (11 mars 2019)¹⁸**

« Les attaques perpétrées à l'encontre des CTE à Butembo doivent être considérées comme des représailles pour avoir utilisé le virus Ebola comme prétexte de non tenue des scrutins dans cette partie de la province... l'annulation stratégique de la dernière élection présidentielle [et la] manipulation de la maladie d'Ebola comme facteur d'exclusion et d'étouffement des droits civiques des citoyens ne se retourne contre les dispositifs d'assistance médicale. »

Politique locale

Le virus Ébola est devenu un sujet de discussion dans les campagnes précédant les élections législatives du 31 mars 2019.¹⁹ Comme l'a affirmé un député provisoire de la province du Nord-Kivu, « *Quiconque ayant un tant soit peu de perspicacité peut constater que le virus Ébola est utilisé comme une opportunité de se positionner par les acteurs politiques eux-mêmes* » (extrait supplémentaire du message 4, ci-dessus). Les candidats ont adopté des points de vue spécifiques sur la question, entraînant le virus Ébola dans une bataille politique. Plusieurs opinions de candidats sont présentées ci-dessous.

- 5) **Hon. Lusenge Bonané, Député national du territoire de Lubero (mars 2019) swahili** : « *Le virus Ébola est apparu, et il est bien réel. Les avocats et les politiciens sont certainement doués dans leurs domaines respectifs, mais ils n'ont pas étudié la biologie et n'ont pas de formation médicale... Les individus qui prétendent que le virus Ébola est un canular représentent un danger public pour la population de Butembo.* »
- 6) **Hon. Jean Paul Lumbulumbu, Député provincial de Lubero (17 mars 2019)** : A encouragé la population et les autorités locales à retrouver les auteurs de l'attaque perpétrée à l'encontre du CTE à Lubero. Il a condamné le comportement des forces de sécurité qui ont ouvert le feu sur des civils, faisant une victime et en blessant une autre.²⁰
- 7) **Candidate à l'assemblée provinciale, Kavira Musiya Esther (25 mars 2019)** : A affirmé que les dirigeants de CTE payaient les membres du personnel médical pour tuer des patients. Un message diffusé sur WhatsApp (en français) indique que la candidate « *Une candidate sollicite des voix de ses électeurs sur fond de la négation de l'existence d'Ebola à Butembo. Selon elle, elle est biologiste, elle a travaillé au CTE, on lui a donné 1800\$ pour qu'elle continue à tuer les gens, mais elle a refusé. Pour elle, Ebola=poursuite des massacres de Beni* » Dans un message audio diffusé sur WhatsApp, la candidate a été interviewée et a expliqué (en swahili) : « *Si l'on regarde attentivement les médecins et les organisations des droits de l'homme, l'on s'aperçoit que la maladie à virus Ébola n'existe pas réellement. Alors j'ai abandonné [le travail]. Même les médecins, les infirmières, j'étais responsable, je me suis rendue dans tous les centres de traitement et je leur ai dit, arrêtez de tuer les gens, la maladie à virus Ébola n'existe pas. Pourquoi sommes-nous la cible unique ? Est-ce simplement destiné à tuer les nandé ? Pourquoi le virus persiste-t-il uniquement dans notre région, où les massacres ont eu lieu ?* »

D'autres messages attribuent la violence à la propagande politique locale. Dans la mesure où la violence s'est intensifiée, les messages locaux diffusés par la société civile et les journalistes locaux ont attribué la résistance au rôle des personnalités politiques locales au fait d'alimenter les tensions et de propager des discours erronés au sujet du virus Ébola.

- 8) **Coordination provinciale de la société civile de la province du Nord-Kivu (Goma), en collaboration avec la société civile de la ville de Butembo et du territoire de Lubero (2 avril 2019)** : [la société civile] « *invite les politiciens propagateurs de les rumeurs de s'assentir de se servir du malheur de leurs compatriotes comme béquilles mais d'orienter leurs militants vers la voie pacifique d'éradication d'épidémie d'Ebola* »²¹
- 9) **« Familles unies contre Ébola à Butembo », association non-gouvernementale locale, Butembo (19 avril 2019)** : « *Vu la situation épidémiologique alarmante liée à la maladie à virus Ebola en ville de Butembo due à résistance populaire à la suite des intoxications «Ebola politisé» et «Ebola Buzziness», le Programme Familles Unies contre Ebola à Butembo appelle les Députés Elus de Butembo et tous les acteurs politiques majeurs: -A se joindre aux équipes de sensibilisation, car la problématique de fond ce sont les discours de campagne qui ont enflammé l'émotion d'une population qui avait pourtant besoin de recevoir des informations documentées pour se calmer, - A s'excuser publiquement et à démentir à l'unisson tous les messages diffusés par les candidats députés pour des fins électoralistes pour restaurer la confiance, la sécurité et la responsabilité de la population, - A rejoindre les Equipes de la Société Civile et les Eglises pour établir un leadership d'opinion capable de relever les défis de confiance et de dé-radicaliser la position populaire.* »
- 10) **« La résistance est un problème de politique locale », journaliste local, Magloire Paluku (20 avril 2019)** : Journaliste de renom dans le Grand Nord, Magloire Paluku, dirige également une station de radio à Goma. Il a publié 15 recommandations afin de relancer les actions de soutien qui ont circulé sur WhatsApp. « *Il faut redéfinir la situation générale de cette résistance contre Ebola. ... Il faut encore identifier les personnes influentes qui ont gagné les élections législatives grâce à leurs propos contre ou pour Ebola. Ces personnes peuvent encore une fois jouer un autre rôle plus positif... Définir la résistance à la riposte contre Ebola à Beni et à Butembo comme un problème né des divergences et récupérations politiques entre les leaders locaux* » L'intégralité des recommandations sont présentées à la fin de ce document.²²
- 11) **Communiqué commun de la société civile de la ville de Butembo et du territoire de Lubero (20 avril 2019)** : Signé par Georges Muhindo Katsongo, Prof. Abbé Telesphor Muhindo Malongo, Président de la société civile de Butembo (en français). « *Recommandons à la population de s'abstenir de la violence à l'endroit du personnel soignant et des acteurs sociaux impliqués dans la riposte, de suivre scrupuleusement les orientations fournies par les professionnels de la santé, de respecter les règles d'hygiène et de cesser de répandre des fausses rumeurs...Recommandons aux politiciens propagateurs de fausses rumeurs, d'arrêter de se servir du malheur de leurs compatriotes comme couverture politique, de demander obligatoirement pardon à la population victime de leurs agissements ; et exigeons aux autorités morales de leurs familles politiques de les sanctionner conformément à leurs textes réglementaires ... Interpellons tous ceux qui se réclameraient d'être membres des groupes armés ou leurs collaborateurs et qui empêchent les actions de la riposte sur terrain, de cesser d'exposer inutilement les personnes innocentes et de ternir l'image de la communauté ; Demandons au Parlement congolais de surseoir la validation de mandat et de lever les immunités parlementaires des politiciens auteurs des intoxications contre les actions de la riposte.* »

B. Opinions d' « Ébola en tant que commerce » qui alimentent l'opposition

L'inégalité des avantages financiers entre les intervenants de la riposte et la population est devenue un point de ralliement pour l'opposition à la riposte, avec certains messages allant jusqu'à décrire le financement destiné à la riposte contre le virus Ébola comme « l'argent du sang » (voir par exemple le message 8 ci-dessus). Ces opinions contribuent à éveiller les soupçons selon lesquels les équipes de riposte chercheraient à faire durer la flambée épidémique pour leurs propres avantages financiers, remettant en cause les motivations et l'engagement des membres des équipes de riposte à éradiquer la maladie.

12) « Les équipes de riposte prennent toutes les ressources pour elles », Président de la société civile de Butembo, message diffusé sur WhatsApp en français (13 février 2019)

« Comment voulez vous que les gens adhèrent à la lutte lorsqu'au lieu de vacciner les zones très touchées vous multipliez des programmes pour aller prévenir là où il n'y a pas de cas signalé ? Si la coordination de la riposte avec ses partenaires millionnaires et le gouvernement de la RDC voulaient voir Ebola éradiqué ils prendraient des dispositions utiles comme ils l'ont avec d'autres épidémies. Quand il y a une alerte ou un cas confirmé, les équipes de riposte prennent toutes les ressources pour elles : elles ont des réservoirs remplis de gaz... Je ne suis pas contre les gens là mais je suis contre cette façon de se moquer de nos populations... Vous comprenez à qui profite [l'Ebola]. Avec cette situation rien ne va changé. La riposte ne veut pas aborder le vrai problème. Elle ne veut pas s'attaquer au foyer de la maladie... Avec des millions déversées à l'achat du carburant à remplir les voitures des bourgeois de la riposte, l'argent de location de ce véhicule...on vient de créer une autre forme d'exploitation »

13) Ébola comme « l'argent du sang », message diffusé sur WhatsApp en français (13 février 2019)

« Ne touchez pas l'argent du sang [dans le cadre de la riposte contre le virus Ébola, c'est une abomination. Le sang de tout celui que vous livrez [aux centres de traitement d'Ébola] reposera sur vous...

Personne ne parle. Ni le gouvernement, ni les médecins locaux, ni les autorités religieuses ne nous révèlent pas la vérité concernant EBOLA. Sont-ils complices? Si tu arrive a l'itav sache que tu risque de consommer EBOLA par médicament. Les médecines de ces riposte sont la pour exterminer les hommes. Hommes de riposte: médecin sans frontières, astrames, OMS, les psychologues et médecins locaux sont corrompus...Pour mettre fin a EBOLA , il faut chasser toute l'équipe en coupant son financement. Ou les arrêter pour aller examiner au laboratoire les médicaments qu'ils emploient...Partager a 2 amis , tu va sauver une vie. »

14) « Les équipes de riposte doivent prendre le virus Ébola davantage au sérieux », message diffusé sur WhatsApp en français (11 mars 2019)

Ce message diffusé sur WhatsApp contient la copie d'un message transmis par MSF-Genève indiquant qu'à l'épicentre de l'épidémie à Katwa, les équipes de riposte n'avaient pas réussi à identifier le vecteur de l'infection parmi 43 % des patients ayant contracté le virus Ébola.

« Vraiment la question d'Ebola doit être pris au sérieux car le flou entretenu par la coordination de la riposte et le caractère lucratif des services rendus couvert par le vocable "humanitaire" n'offrent pas un espoir d'éradiquer cette épidémie. La prévention étant sacrifiée dans cette riposte, pourtant la mieux financée de toutes les épidémies déjà vécu en RDC, (aucune mesure visant à garantir la présence d'eau et du savon dans les ménages pour le lavage régulier des mains, carence d'eau et de clore dans les dispositifs de lavage des mains placés dans les espaces publics par certains ONG) inquiète plus d'une personne sur la volonté des équipes de riposte à éradiquer urgemment cette maladie. »

15) « Payez-nous les salaires qui nous sont dus », membres d'une équipe de riposte, Goma (5 avril 2019)

Des photographies de membres du personnel d'équipes de riposte manifestant devant le bureau de l'OMS à Goma pour exiger des arriérés de salaire ont circulé sur WhatsApp.²³ Ceci a suivi une manifestation précédemment organisée en février.²⁴ Les pancartes de protestation indiquaient : « Payez-nous les salaires qui nous sont dus des trois derniers mois » ; « Pas d'argent, pas de travail ! Nous avons besoin de nos salaires. S'il vous plaît !!! OMS » : et « C'est urgent ».

C. Approche médicale : stratégie de vaccination

Les aspects médicaux et techniques de la riposte jouent également un rôle dans les préoccupations politiques et économiques. Les messages critiquent l'approche de la vaccination en anneau comme favorisant la corruption dans le cadre de l'administration du vaccin. Ils formulent des discours suggérant que les individus sont susceptibles de ne pas figurer sur des listes de contact « réelles », mais plutôt que les membres des équipes de riposte y indiquent leurs proches en tant que contacts, ou que les élites politiques et économiques bénéficient d'un accès prioritaire au vaccin. Certains messages exhortent à une stratégie de vaccination géographique qui permettrait de fournir le vaccin à la population générale au sein de toutes les zones de santé affectées.

16) « Dépolitiser le virus Ébola en vaccinant tout le monde », Président de la société civile de Butembo (13 février 2019)

« Qu'on arrête de nous tromper avec cette histoire du vaccin expérimental qu'on nous l'administre le reste sera réglé en son temps sauver d'abord nos vies arrêter de nous manipuler.

Lorsque les équipes de riposte font la paperasse les [listes de contact de patients atteints du virus Ébola] les premiers sur la liste des personnes contacts [et donc, les premiers à recevoir les vaccins] sont leurs familiers! Les premiers servis par le vaccin ne sont pas ceux de la ceinture ce sont d'autres personnes plus importantes qu'on appelle au téléphone qui n'habitent même pas le milieu concerné par la situation d'Ebola. C'est quoi ça? Et vous voulez que les gens ne résistent pas devant ces pratiques néfastes.

... tous ces millions que OMS et ses partenaires mobilisent [suffiraient] vacciner toute la population de butembo et des milieux touchés directement par ebola en commençant par les communes où il y a beaucoup de cas. Je vous assure que si la riposte mettait le vaccin à la disposition de toute la population, le virus Ébola pourrait être éradiqué en 10 jours. Sans cette solution [de vaccination globale], il y aura toujours une résistance [aux équipes de riposte contre le virus Ébola], car tout le monde ne peut pas être engagé pour profiter de l'argent. Plaidez désormais pour le vaccin à toute la population, [ensuite] les politiques n'auront plus d'argument ».

17) Lettre ouverte de l'association de la jeunesse nande de Kinshasa, sur la résistance aux équipes de riposte, (fin mars 2019)²⁵

L'association de la jeunesse nande de Kinshasa (COJENUAK) « regrette » que les équipes de riposte n'aient pas été en mesure de contenir la flambée épidémique et exhorte les autorités à mettre en œuvre une riposte plus efficace pour éradiquer le virus Ébola.

« L'approche de la vaccination en anneau est mal choisie. Il y a peu d'informations et une incompréhension du rôle du vaccin dans la prévention du virus Ébola, ainsi que des soupçons de corruption dans le cadre de l'administration du vaccin ».

D. Recrudescence de la violence et de l'insécurité autour de la riposte contre le virus Ébola

Les dimensions politiques du virus Ébola, les inégalités dans la répartition des ressources financières, et les préoccupations concernant les inégalités d'accès aux vaccins représentent des problèmes essentiels qui renforcent l'origine de la recrudescence de violence à l'encontre des équipes de riposte contre Ébola. Les attaques menacent à la fois le personnel de santé local et étranger, et une série de messages de mise en garde circule depuis la mi-avril, qui menace d'intensifier encore davantage les actes de violence (un résumé des derniers incidents de sécurité est présenté dans les notes à la fin du document).²⁶ La recrudescence de la violence a été à la traîne du report des élections de décembre, mais le premier message récupéré sur le site d'un attaque invoquait de manière explicite la restriction des droits de vote comme motivant la violence (voir message 18 ci-dessous au sujet de l'attaque du 24 février à Katwa). Les attaques sont devenues de plus en plus fréquentes après les élections législatives du 31 mars. Fin avril, les lettres de menace se sont à nouveau intensifiées et ont commencé à nommer des autorités locales spécifiques en tant que cibles (voir messages 20-23 ci-dessous). Ces menaces décrivent le virus Ébola comme un canular. Cela contraste avec des messages précédents ayant circulé sur WhatsApp qui incitaient à l'opposition en raison de l'inefficacité perçue, des objectifs politiques ou des motivations commerciales de la riposte, mais ne remettaient pas en cause la réalité médicale du virus Ébola. Cette nouvelle vague de menaces empêche également les médias locaux de diffuser des informations concernant le virus Ébola.

Dans les régions situées aux environs de Beni et Butembo, il peut s'avérer extrêmement difficile d'identifier les auteurs des violences (comme de nombreux rapports d'enquête l'ont précédemment souligné). Jusqu'à l'attaque perpétrée le 19 avril 2019 à l'encontre de l'Université Catholique du Graben, les messages attribuaient souvent les attaques aux « jeunes » ou aux « civils » de la région. D'autres messages impliquaient des groupes armés ou des forces de défense locales appelées Mai-Mai). Un déferlement de messages de mise en garde en provenant des forces de défense Mai-Mai autoproclamées ont été retrouvés au lendemain de l'attaque perpétrée le 19 avril. Ces prétendues mises en garde des Mai-Mai ont contribué à intensifier les menaces de violence à des niveaux supérieurs : ils ont menacé de poursuivre les massacres et les incendies criminels à l'encontre de la riposte en général ; à l'encontre des leaders locaux qui soutiennent la riposte ; et à l'encontre des civils proches des leaders locaux qui soutiennent la riposte. Des messages diffusés par des membres de la société civile et des journalistes locaux reconnaissent le fait que les Mai-Mai ont des « sponsors politiques » et soulèvent des questions quant aux intérêts politiques de ceux qui sont susceptibles de mobiliser la jeunesse locale ou qui collaborent avec des groupes armés pour inciter à la violence. Ces messages locaux exhortent les dirigeants politiques à Butembo à mettre un terme à la propagande et à adopter une « voix pacifique » (voir messages 8-11 ci-dessus qui exhortent les intervenants à « Reconnaître que la résistance à la riposte contre le virus Ébola à Beni et Butembo est un problème lié aux affrontements et différences politiques entre les leaders locaux »). L'analyse des « messages des Mai-Mai » suggère qu'ils ne doivent pas être pris à la lettre et qu'ils ne doivent pas être attribués automatiquement ou prématurément à des groupes armés.

Menaces de violence : tracts et messages de mise en garde

Dans le Grand Nord, il est courant que les auteurs de menaces déposent des tracts sur les sites des attaques ou communiquent des mises en garde avant les attaques. Depuis fin février 2019, un nombre significatif de ce genre de tracts de mise en garde a été déposé. Une compilation est présentée ci-dessous.

18) Tract déposé lors de l'attaque perpétrée contre le CTE de Katwa (24 février 019)

Les auteurs qui revendiquent l'attaque perpétrée contre le CTE de Katwa associent la résistance à la riposte contre le

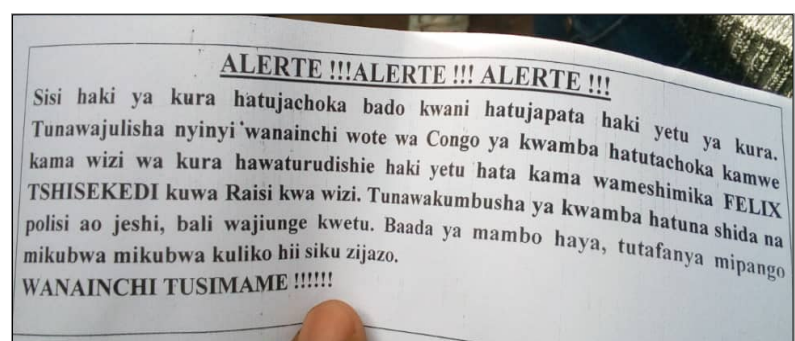


Image 2. Tract déposé lors de l'attaque perpétrée contre le CTE de Katwa, 24 février 2019

virus Ébola à la résistance contre la déchéance des droits politiques (en swahili) :

« Alerte !!! Alerte !!! Alerte !!! Nous électeurs, n'abandonnerons pas jusqu'à ce que nous obtenions justice aux bureaux de scrutin. Nous vous informons, tous les citoyens du Congo, que nous n'abandonnerons jamais jusqu'à ce que nos droits nous soient rendus, tant que des voleurs truqueront les résultats des élections, même si Felix Tshisekedi devenait président grâce à des élections truquées. Nous leur rappelons que nous n'avons aucun problème avec la police ou l'armée nationale, dans la mesure où ils contribuent au développement de notre patrie. Suite à ces événements [à savoir, l'incendie criminel survenu au centre de traitement de Katwa], nous exécuterons des plans encore plus importants que ce à quoi vous avez assisté aujourd'hui. Citoyens, levons-nous !!! »

19) Des tracts mettent en garde contre des attaques imminentes, Radio Moto Butembo-Beni (18 mars 2019)

Les groupes armés auraient déposé davantage de tracts mettant en garde contre des attaques potentielles à Munzambayi, Vutsundo, et Butembo qui indiquaient : « Les habitants craignent des attaques imminentes contre lesquelles des tracts ont récemment mis en garde. Les auteurs inconnus de ces documents annoncent qu'une attaque va être perpétrée contre le centre de traitement d'Ébola à Itav, exigent des sommes d'argent et défendent les habitants de la région de rester chez eux ».

20) « Message de mise en garde », Butembo (20 avril 2019)

Ce message de mise en garde porte la signature de l'UPLC (Union des Patriotes pour la Libération du Congo), qui est également désignée à l'échelle locale comme « Maï-Maï Kilalo » le nom de son dirigeant.²⁷ Apposer la signature "UPLC" sur une lettre de menace démontre que les auteurs souhaitent que les actes de violence soient attribués aux groupes armés, néanmoins cela ne suffit pas pour authentifier le message ou pour attribuer clairement la menace à l'UPLC (d'ailleurs, des communications ultérieures attribuées à l'UPLC ont nié toute implication et un message diffusé sur WhatsApp portant la signature de l'UPLC et daté du 10 mai a dénoncé les attaques perpétrées contre les CTE, en appelant plutôt à un dialogue avec le personnel de santé). Ce message d'avertissement met en garde contre des actes de violence perpétrés à l'encontre des partisans de la riposte contre le virus Ébola et demande à la population et aux médias locaux de cesser de diffuser des informations concernant Ébola. Traduit du swahili.

« Nous vous informons que nous allons éliminer les équipes de riposte contre le virus Ébola par la force. Nous ne tolérerons aucun député élu dans la ville ni dans la province du Nord-Kivu qui parle de l'existence du virus Ébola (par exemple, Tembos Yotama). Nous défendons quiconque de parler de ce virus Ébola car la maladie n'existe pas. Nous avertissons les hôpitaux et les centres de traitement qu'ils seront menacés de destruction ici à Butembo et ailleurs. Ces individus seront brûlés : [autorités locales des villes qui ont soutenu la riposte] Melchisédech [évêque catholique du diocèse de Butembo-Beni], Silue Kanyamanza Mbambo, médecin à Katwa, le docteur Mundama et d'autres... Ils ont déjà vendu des Chrétiens et la population à la cause du virus Ébola. Nous informons également les médias [radios et programmes de télévision] que nous ne souhaitons pas entendre davantage de publicité au sujet d'Ébola ni au sujet des ces mauvaises personnes de la riposte. Si vous ne prenez pas cette mise en garde au sérieux, vous allez le regretter. Ne soyez pas surpris de ce qui va se passer. Écoutez. UPLC. »

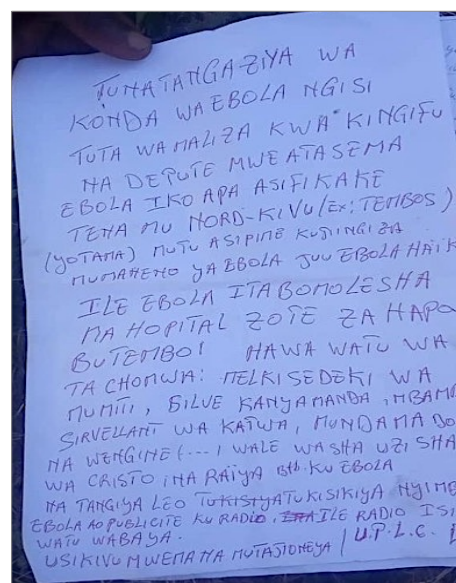


Image 3. Message d'avertissement, Butembo, 20 avril 2019

21) « Les populations souffrent par votre faute, équipes de riposte », Mise en garde de la part des prétendus Maï-Maï, Butembo, (21 avril 2019)

21 avril 2019

Tout d'abord, les Maï-Maï vous saluent

Ceci est une lettre des Maï-Maï, bonne réception.

Les populations ne peuvent plus se déplacer librement et souffrent par votre faute, les équipes de riposte contre le virus Ébola.

Nous tenons à vous informer de notre profonde indignation. Nous ne souhaitons pas votre présence ici dans cette ville ni dans la région. Partez avant qu'il ne soit trop tard.

Nous vous donnons quatre jours pour quitter volontairement les lieux, dans le cas contraire, ne soyez pas étonnés [de ce qui va se passer].

Ébola [équipe de riposte], FARDC [armée nationale], et Police : Faites attention ! »

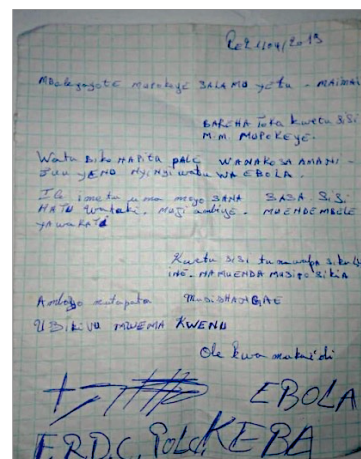


Image 4. Message d'avertissement, Butembo, 21 avril 2019

22) « Annonce » menaçant les autorités locales qui soutiennent la riposte, diffusée par les prétendus Mai-Mai (22 avril 2019)

Traduit du swahili. (Comparable à la structure de la lettre ouverte diffusée par les chefs traditionnels locaux – message 32 ci-dessous. Cette lettre a été transmise une semaine plus tôt à Butembo, et cette lettre des prétendus Mai-Mai semble imiter le format de cette lettre qui a été rédigée par les autorités traditionnelles reconnues). Le point 2 ci-dessous, qui fait référence aux offrandes de l'église, est lié aux financements des autorités religieuses qui sont perçues comme recevant de l'argent de la part des équipes de riposte contre le virus Ebola. Le point 5 peut être une référence aux croyances de Mai-Mai selon lesquelles leur « dawa », ou médecine traditionnelle, qui est censée protéger les combattants contre les balles, est également susceptible d'offrir une protection contre le virus Ebola.

« Annonce

À l'équipe soignante qui lutte contre le virus Ebola : La population ne peut pas travailler par votre faute. Dans leur intérêt, nous ne pouvons pas autoriser la poursuite de vos actions. Nous qui vivons dans la forêt, nous n'en sommes qu'au premier stade du harcèlement.

Et à Melschedek Sikuli (Diocèse de Butembo-Beni) et au Pasteur CBCA [Dénomination baptiste] Mali, au Maire Kanyamanda de la ville de Butembo, au Colonel Mbambi de la PNC [police nationale] de la ville de Butembo, à tous les médecins des provinces et des villes de Butembo, Mundama, Nzoli. Ainsi qu'aux médecins et à tous les membres du personnel des centres de santé : nous allons vous couper la tête.

Et aux populations locales : n'allez pas à l'église et ne faites plus d'offrandes à l'église, parce que l'on va aussi brûler les églises.

1. Si vous n'écoutez pas, nous allons commencer à perpétrer des attaques contre les églises
2. Nous savons que vous avez fait des offrandes [à l'église]
3. Nous connaissons toute la ville de [et de Butembo]. Nous connaissons même les hôtels dans lesquels vous [les équipes de riposte] séjournerez, nous les avons déjà identifiés.
4. Toutes les stations de radio à Butembo doivent cesser de diffuser ou de publier des messages au sujet du virus Ebola.
5. À notre connaissance, aucun soldat ou Mai-Mai n'est jamais décédé du virus Ebola

Fait à Butembo le 22/4/2019 par les Mai-Mai KAMILI. Appelez à ce numéro [censuré]. Nous n'avons pas peur ».

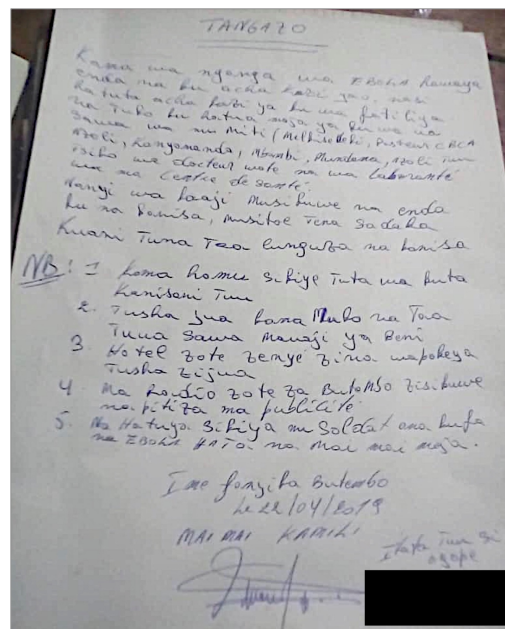


Image 5. Annonce, 22 avril 2019

23) Les équipes de riposte doivent « évacuer », Message de mise en garde diffusé par le prétendu colonel des Mai-Mai (fin avril)

La prolifération des menaces implique également des Mai-Mai moins connus. Ce message (rédigé en français) privilégie le départ forcé des équipes de riposte comme étant le moyen d'éradiquer le virus Ebola. Il illustre le discours qui relie le virus Ebola aux massacres perpétrés aux environs de Beni comme ciblant le groupe ethnique des nande.

« Moi, Colonel Kakuthu, je vous donne une semaine pour évacuer cette région.

NB : Vous avez trop massacré ce groupe ethnique nande.

STOP Ebola. »

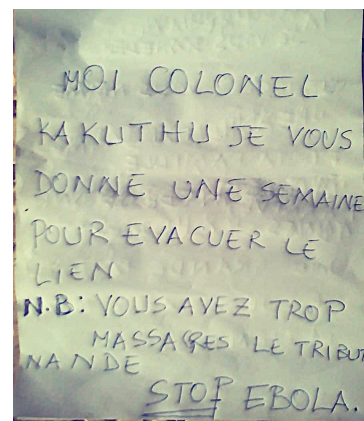


Image 6. Evacuez, fin avril 2019

Discours des forces de l'État aggravant l'opposition

Les messages ci-dessus impliquent des civiles et/ou des forces non-gouvernementales dans les actes de violence. D'autres messages prétendent que les intérêts politiques nationaux expliquent les attaques perpétrées à l'encontre des équipes de riposte, ou impliquent les forces de sécurité d'État, y compris l'armée nationale (FARDC) et la police nationale (PNC) comme participant à la riposte et mettant en danger les civils aux environs de Butembo et Beni.²⁸ La participation des forces de sécurité de l'État à la riposte est susceptible d'aggraver les interprétations politiques de la riposte. Par opposition, d'autres messages et médias reconnaissent le rôle joué par les forces de sécurité dans la protection des membres du personnel de riposte.²⁹

24) La population se méfie des policiers qui se comportent « comme Rambo » : Journaliste basé à Butembo (14 février 2019)

La citation, qui a circulé sur WhatsApp en français, est attribuée à un membre de l'OMS à Butembo. « Quand vous [les policiers] atterrissez dans la communauté avec des voitures qui soulèvent de la poussière, et vous sautez comme si vous étiez dans des films

RAMBO, la communauté se méfie de vous et quand il y a un problème, elle ne va pas vous appeler, car elle vous considère comme ses ennemis »

25) Le gouvernement détruit les CTE pour nuire à la population locale, Beni-Lubero Online (24 février 2019)³⁰

« Aujourd'hui se révèle la profondeur des intentions qui souhaitent voir l'Ebola décimer le plus longuement possible un nombre le plus important possible avec l'incendie criminel bien planifié et exécuté contre les centres de traitement installés pour y riposter à Butembo. Il est nécessaire de souligner qu'un tel sadisme ne saurait nullement être placé à l'actif de autochtones, tel que certaines autorités tentent de faire croire que ce sont des Mai-Mai en seraient responsables. Mensonges infantiles et honteux! Quels seraient ces inciviques qui oseraient traverser la ville en plein jour, de surcroît dotés des armes et des véhicules, pour réussir à incendier et détruire systématiquement une structure aussi bien protégée que ces deux centres sans être inquiétés?

La destruction criminelle des deux centres de traitement d'Ebola à Butembo relève du plan général du génocide contre le peuple Yira-Nande. L'Ebola a été voulu par les bourreaux de notre peuple pour avoir la même portée de destruction que les massacres armés proprement dits. Aussi, le concepteur de ce plan d'extermination ne saurait tolérer que ladite épidémie fût aussi facilement maîtrisée. Voilà pourquoi, tout est mis en œuvre pour décourager l'équipe traitante (attaque des centres de traitement, destruction des matériels médicaux et des médicaments, des véhicules de services, atteinte physique etc.) d'un côté, pendant que de l'autre côté il y aura maximisation d'expansion de cette épidémie par les malades qui se sont volatilisés dans la société, sans aucun espoir de traitement [ou d'éradiquer la propagation du virus]... Par conséquent, les concepteurs de ce plan criminel auront une plus grande satisfaction dans leur espoir de constater durant les jours à venir un plus grand nombre possible des victimes d'Ebola à Butembo et à Beni.

D'où, ce cri d'alarme à la communauté internationale de ne point céder à cette pression... Il y aurait lieu que la communauté internationale sensibilise encore davantage les organismes médicaux internationaux, tels que le MSF déjà présent sur terrain, à l'assiduité et à la persévérance sur fond d'un esprit humanitaire, en vue de sauver la population. »

26) recours injustifié à la force à l'encontre de civils de la part des forces de sécurité de l'État, journaliste local à Liva, sur WhatsApp (14 mars 2019)

« Un hôpital de Médecins sans Frontières vient d'être incendié à Mambowa, dans le Secteur des Bapere, au sein du territoire de Lubero. Des sources provenant de Liva ont évoqué un jeune homme touché à la jambe par une balle [par les FARDC]. Ces formations ont incité la population à pourchasser les véhicules des équipes de riposte, qui étaient sous la protection des soldats et agents des forces de sécurité de l'État. Tout le monde évoque le décès d'un homme à Ngazimoya, dans la même région, qui était un cas présumé d'Ebola. Les équipes de riposte sont arrivées pour s'occuper de son cadavre, mais la population a refusé de le remettre aux équipes de riposte, et un échange de tirs a suivi. À l'heure actuelle, la population de Njiapanda a pris d'assaut les rues du secteur des Bapere et scande des protestations à l'encontre des équipes de riposte ».

E. Défenseurs constants

Au cours de la période entre février et avril 2019, la plupart des messages transmis par les médias locaux étaient soit de nature factuelle, comme par exemple la couverture des activités réalisées par la riposte contre le virus Ebola et diffusés au sein des régions affectées, soit soutenaient de manière explicite la riposte contre le virus Ebola en présentant des autorités et des survivants qui encourageaient à se fier à la riposte.³¹ Les membres de la communauté diffusent des annonces et des mises à jour de l'OMS sur WhatsApp, ce qui démontre leur engagement à obtenir des informations fiables. Les chefs religieux issus de différentes confessions (Presbytérienne, épiscopaliennne et catholique) encouragent les congrégations à soutenir la riposte, à l'instar des animateurs de la société civile, et de certaines personnalités politiques, de fonctionnaires municipaux, et de chefs traditionnels.³² Compte tenu du soutien accordé à la riposte de la part des autorités locales, voire même du populaire candidat à la présidentielle Martin Fayulu, la recrudescence de violence actuelle est particulièrement inquiétante. Les actes de violences perpétrés à l'encontre des équipes de riposte contre le virus Ebola compromettent l'influence des autorités publiques parmi les postes de direction clés aux environs de Butembo et Beni, et cela perturbe davantage l'équilibre des pouvoirs au sein de la région. Après avoir fait les déclarations ci-dessous, plusieurs des personnalités politiques et religieuses mentionnées ont subi des menaces directes dans des messages de mise en garde.

27) « La résistance est sanctionnée par la loi », Procureur du tribunal de grade instance de Butembo (publié par Congo Sauti, 9 février 2019)³³

Le Procureur du Parquet de Grande Instance, Valéry Mwaliyumande, a exhorté les populations aux environs de Katwa et Butembo à cesser leur opposition aux équipes de riposte, et ont déclaré que le tribunal de grande instance de Butembo traduirait en justice toute personne propageant la violence. L'incapacité à enrayer les actes d'opposition malgré les menaces de poursuites risque de compromettre l'autorité des structures gouvernementales.³⁴ « Toute personne qui s'oppose à ces mesures commet sans doute l'infraction de rébellion aux mesures urgentes et obligatoires de santé publique et est passible aux sanctions. »

28) « Je n'ai jamais reçu d'argent pour soutenir la riposte », Monseigneur Sikuli Paluku Melchisédech, Évêque catholique du Diocèse de Butembo-Beni, (11-13 février 2019)

Melchisédech est un fervent partisan des actions de riposte depuis le début de la flambée épidémique d'Ebola en août 2018. Depuis

qu'il a transmis les messages suivants, l'Évêque a été menacé par plusieurs mises en garde (par exemple, voir messages 20 et 23 ci-dessous). Il a récemment été signalé qu'il avait fui le pays en conséquence, et en raison de préoccupations pour sa propre sécurité.

Le 12 février 2019, l'évêque catholique s'était rendu au centre de traitement d'Itav pour apporter son soutien. Face aux médias locaux, il avait exhorté la population à faire confiance au personnel et aux conditions du centre. Les attaques qui s'en sont suivies contre ce CTE démontrent les limites actuelles de la capacité de l'église à influencer un comportement non-violent.

« Les agents, les médecins, tous les experts avec tous ceux qui les aident à travailler ici, je vois ils travaillent bien. C'est un bon service. On ne devrait pas avoir peur de venir ici. Si on a quelque chose qui ne va pas, il faudrait qu'on vienne librement... Le CTE n'est pas un lieu de décès. On ne vient pas ici pour mourir, mais pour guérir. On doit arriver à temps pour que le traitement soit efficace ».³⁵

Dans certaines régions, le soutien accordé par les chefs religieux à la riposte contre le virus Ebola a généré une baisse de la fréquentation des églises. Les chefs religieux, dont l'Évêque Sikuli, y répondent en invoquant le virus Ebola en tant que question d'appartenance religieuse, ou d'« épreuve de foi » (11 février 2019).

« Il faut choisir où vous allez. A cause de cette maladie, si tu choisis de ne plus être chrétien [en vous opposant à la riposte], cela te regarde... Jésus n'oublie pas les siens, mais tu te maudis toi-même ».³⁶

L'Évêque a été accusé d'avoir accepté de l'argent pour encourager la riposte au virus Ebola, un discours qu'il a tenté de réfuter le 13 février 2019.

« Il y en a qui disent que nous avons déjà reçu quelque chose [pour soutenir la riposte contre le virus Ebola]... Moi je n'ai jamais rien reçu. Vous pouvez demander [aux équipes de riposte] combien [elles] m'ont déjà donné, ou aux prêtres combien... Depuis que la maladie est arrivée à Butembo, je me suis impliqué dedans et je n'ai jamais bénéficié, même pas 5 dollars. Alors, s'il y en a qui bénéficient, moi je ne sais pas. Mais cela nous concerne tous. Qu'on bénéficie de l'argent ou pas, l'essentiel c'est d'éradiquer la maladie ».³⁷ (13 février)

29) L'ancien candidat à la présidentielle, Martin Fayulu, approuve la riposte au centre de traitement d'ITAV, à Butembo, (15 février 2019)

Le candidat de l'opposition lors des élections présidentielles de décembre 2018, Martin Fayulu, s'est rendu à Butembo le 15 février 2019. Fayulu détenait un soutien massif dans le *Grand Nord* au cours du cycle électoral. À Butembo, Fayulu s'est rendu au CTE d'Itav, s'est lavé les mains au CTE, dans un geste symbolique de soutien, destiné à dissiper les informations erronées, et a exhorté la population à faire confiance aux équipes de riposte.³⁸ Son discours au CTE d'Itav a été diffusé sur WhatsApp en swahili et en français,

« Cessez de penser qu'Ebola est une fétiche. elle existe. Nous devons tous, tous les enfants du Congo, participer à l'éradication de la fièvre Ebola. Ce la veut dire : nous tous, nous devons observer des mesures d'hygiène. vous m'étendez ? »

30) « Cessez les menaces », société civile du Nord-Kivu (Goma) et société civile de Butembo et du territoire de Lubero à la radio locale (2 avril)³⁹

La société civile du Nord-Kivu (Goma) et la société civile de Butembo et du territoire de Lubero ont publié une communication conjointe appelant les citoyens à « Cesser les menaces, les attaques, et autres violations contre les structures sanitaires, les centres de traitement d'Ebola et le personnel soignant » Dans un reportage à la radio résumant le message de la société civile, un journaliste a présenté les informations suivantes ; « La coordination provinciale entre la société civile du Nord-Kivu et la société civile de Butembo et du territoire recommandent avec insistance à la population de s'abstenir de la violence, de respecter les règles d'hygiène et de suivre scrupuleusement les orientations fournies par les professionnels de la santé. [Ils interpellent] également tout ce qui se réclame d'être membres des groupes armés ou leurs collaborateurs et qui empêchent les actions de la riposte sur le terrain de cesser d'exposer inutilement les innocents sous prétexte de leur protection.

31) Les autorités traditionnelles à Beni et dans les territoires de Lubero appellent au soutien communautaire en faveur des équipes de riposte (14 avril 2019)

Lettre ouverte rédigée en swahili et diffusée à Butembo, signée par ses auteurs.

« Compte tenu du caractère extrêmement dangereux du virus Ebola, qui est apparu en août 2018 à Mangina, avant de se propager à Beni et d'atteindre désormais Butembo et ses environs.

Nous, les autorités traditionnelles de Beni et Lubero, qui dirigeons les populations de Butembo et des régions avoisinantes affectées par cette maladie, ainsi que des régions

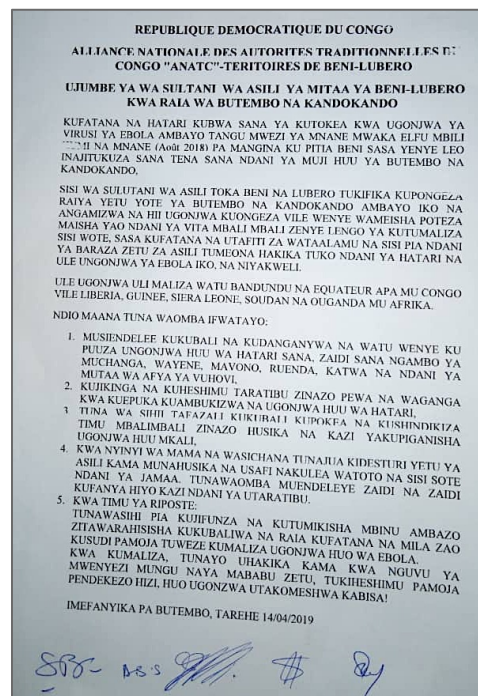


Image 8. Lettre ouverte émanant des autorités traditionnelles à Butembo, 14 avril 2019

ayant perdu des vies lors de divers conflits, souhaitons mettre un terme à cette souffrance. Les professionnels de la santé et notre [association] baraza traditionnelle conviennent du fait que le virus Ébola présente un réel danger.

Cette maladie a fait des victimes à Bandundu et à Equateur ici au Congo, ainsi qu'en Libéria, en Guinée, en Sierra Leone, au Soudan, en Ouganda, et dans d'autres régions d'Afrique.

C'est la raison pour laquelle nous implorons [la population] :

1. Ne vous laissez plus abuser par des individus qui ignorent tout de cette maladie grave, en particulier dans les régions de Muchanga, Weyene, Mavono, Ruenda, Katwa et au centre de santé de Vuhovi.
2. Protégez-vous en respectant les ordres des médecins afin d'éviter d'être infecté par cette dangereuse maladie.
3. Accueillez et collaborez avec les diverses équipes impliquées dans la lutte contre cette maladie grave.
4. Pour les femmes et les enfants : nous connaissons nos coutumes traditionnelles en ce qui concerne l'hygiène et l'éducation des enfants au sein des familles. Nous vous demandons de continuer à les respecter.
5. Pour les équipes de riposte : nous vous conseillons également d'apprendre à travailler d'une manière qui sera acceptable pour les populations locales afin de mettre un terme à cette maladie à virus Ébola.

Pour conclure, nous vous assurons que, par la force de Dieu et de nos ancêtres, si nous tenons compte de ces exigences, cette maladie sera complètement éradiquée. Rédigé à Butembo, le 14 avril 2019.

Dénonciations locales d'actes de violence

L'intensification des attaques s'accompagne de dénonciations généralisées d'actes de violence, initiées au mois de février et qui se sont intensifiées fin avril suite à l'attaque du 19 avril perpétrée contre Université Catholique du Graben.

32) « Mise en garde » suite à l'incendie de l'hôpital de MSF à Mambowa (14 mars 2019)

Cette mise en garde menace les auteurs des attaques perpétrées contre les actions de riposte et démontre l'attitude de « chacun pour soi » adoptée par les civils, qui peut inclure l'organisation de forces de défense armées pour protéger les communautés. Elle a été diffusée en swahili et en kinande.

« Mise en garde

Nous portons à l'attention de quiconque est impliqué dans l'incendie criminel du centre de traitement d'Ébola que nous ne tolérerons pas leur présence dans les régions suivantes :

Vutundo, Vusenzero, Katya, Nduko, Vukondi, Vubange, Ngule...

Et nous connaissons tous les endroits où ils sont logés et se cachent. Nous leur donnons 48 heures pour évacuer ces régions : dans le cas contraire, ils auront affaire à nous... [Menace de violence].

Et nous savons qui sont tous les individus qui s'insurgent contre les équipes de riposte. Ils vont payer très cher leurs fausses accusations avec le sang des victimes.

Nous sommes à Vurondo, Muhola, Kinyatsi, Vurusi, Mt. Lubwe. »

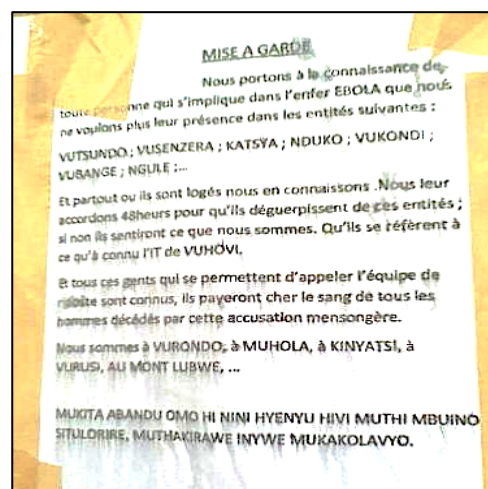


Image 9. Mise en garde à l'attention des individus qui s'opposent à la riposte, 14 mars 2019

33) « Abstenez-vous de toute violence » et « rumeurs » Communiqué commun de la société civile de la ville de Butembo et du territoire de Lubero (20 avril)

Signé par Georges Muhindo Katsongo, et Prof. Abbé Telesphor Muhindo Malongo, Président de la société civile de Butembo (rédigé en français).

«...Nous sommes profondément choqués et attristés par le malheur inopiné qui a frappé l'Organisation Mondiale de la Santé en particulier, et les organisations impliquées dans la riposte contre l'épidémie à Virus Ebola en général suite au meurtre du Docteur Richard MOUZOKO KIBOUNG de nationalité camerounaise ; Exprimons nos sincères condoléances à la sa famille biologique, à l'Organisation Mondiale de la Santé, à l'Etat camerounais et à toutes les ONG impliquées dans la riposte contre la maladie à virus Ebola;

Condamnons avec force les menaces, les attaques et les violations répétitives perpétrées à l'encontre des équipes de la riposte contre la maladie à virus Ebola... Déplorons le fait que les événements d'incendie des Centres de Traitement Ebola (CTE), les menaces et les résistances communautaires constituent les facteurs de contamination rapide de la maladie à virus Ebola...

Demeurons inquiets des événements récurrents et attristant liés aux incendies des CTE de Katwa et de Butembo/ITAV, du Centre de Transit (CT) de Njiapanda/Manguredjipa, du Centre de triage du Centre hospitalier CBCA d'Ambiance et des Installations sanitaires érigées dans les enceintes des cliniques de l'Université Catholique du Graben (UCG) ainsi que les attaques contre les équipes de la riposte et les acteurs sociaux engagés dans la lutte contre la maladie tant en ville de Butembo qu'en Territoire de Beni et de Lubero, et qui sont à l'origine de la propagation à grande échelle de la maladie

Recommandons à la population de s'abstenir de la violence à l'endroit du personnel soignant et des acteurs sociaux impliqués dans la riposte, de suivre scrupuleusement les orientations fournies par les professionnels de la santé, de respecter les règles d'hygiène et de

cesser de répandre des fausses rumeurs, notamment les prétendus comprimés qui contamineraient les toilettes et le prétendu mauvais vaccin ;

Encourageons les Organisations impliquées dans la riposte à garder leur détermination et leur engagement dans la lutte contre cette épidémie à virus Ebola »

34) « Message d'indignation » Étudiants de l'Université Catholique du Graben, Butembo (20 avril 2019)⁴⁰

Les étudiants de l'Université Catholique du Graben ont signé un mémorandum en tant que lettre ouverte adressée aux équipes de riposte et aux autorités congolaises. Rédigé en français, des extraits sont présentés ci-dessous.

« Nous, les étudiants de l'Université Catholique du Graben, sommes très indignés de ces attaques répétitive qui ont visé nos structures universitaires, à savoir : les bureaux administratifs à Itav, la nuit de jeudi 18 avril... [ainsi que] l'attaque armé de nos Cliniques Universitaires.. la journée du vendredi 19 avril... qui s'est soldée par la mort d'un medecin Camérounais, Dr Richard... Nous considérons ces attaques très ciblées comme une provocation et une sabotage de notre Université Catholique du Graben. Et, cela est inadmissible !

Nous demandons... qu'un numéro vert soit disponibilisé pour faciliter à temps réel des alertes pour dénoncer tout mouvement suspect.

...Mais aussi, étant donné qu'il semble y avoir une zone d'ombre autour des activités de riposte contre la Maladie du Virus d'Ebola qui pousserait ces téméraires à commettre leurs exactions, qu'un audit sérieux et une contre-expertise soient organisés par des services techniques indépendants pour rassurer tous les hésitants sur qui pèse encore un doute sceptique et un préjugé négatif qui les poussent à assimiler les activités de riposte à un business. »

35) « Ne chassez pas les équipes de riposte », société civile de Butembo, message diffusé sur WhatsApp (23 avril 2019)

Dans un message diffusé sur WhatsApp (rédigé en français), le vice-président de la société civile du Nord-Kivu, Edgar Mateso, a affirmé,

« Les équipes de riposte ne doivent pas se laisser dépasser par les menaces proférées à leur rencontre... Lorsque l'on cache des personnes malades, que l'on propage des informations erronées ou de fausses rumeurs au sein de la communauté, cela génère de la résistance, de la réticence, voire même le refus de conduire des patients à l'hôpital lorsqu'un cas est avéré et qu'il nécessite une intervention rapide, alors malheureusement, les personnes continuent de mourir. Ne chassez pas les équipes de riposte. Nous devons les accueillir et communiquer avec elles. »

S'adressant directement aux groupes armés, le représentant de la société civile poursuit en affirmant, « Nous recommandons qu'ils donnent carte blanche aux équipes de riposte, car ce virus est également susceptible de les affecter ».

36) « Dites "Non" à l'insécurité », Manifestation pacifique de professionnels de la santé à Butembo (24 avril 2019)

Les médecins et les infirmiers impliqués dans la riposte ont organisé une marche pacifique à Butembo le 24 avril 2019 et ont rédigé une lettre ouverte au maire de Butembo, Sylvain Musa Kanyamanda. Un extrait de la lettre indiquait :

« Nous ne sommes pas là pour tuer. Nous sommes là pour sauver des vies humaines. Nous déplorons les actes de violence qui ont été perpétrés à l'encontre des victimes d'Ébola, des membres du personnel de santé, et des structures médicales dans le cadre de notre lutte contre le virus Ébola ».

Autorités locales au sein des zones récemment exposées au virus Ébola

37) Administrateur du territoire de Mambasa, Province de l'Ituri, (1er avril)

L'Administrateur du Territoire de Mambasa, Idriss Koma Kokodila, a exhorté les membres de la communauté à recevoir des soins dans un CTE.⁴¹

« Quand quelqu'un a des signes ou quand quelqu'un est déclaré positif, cela ne veut pas dire que c'est la mort ».

38) Appel à la « participation communautaire », Président de la société civile, Groupement Baongora (26 avril 2019)

Tandis que le virus Ébola s'est propagé à Kasindi, le Président de la société civile de l'unité administrative (groupement Basongora), Kapepya Ngali Nzolene, est intervenu lors d'une conférence de presse et a également exhorté à la fermeture des routes reliant Butembo à Kasindi afin d'empêcher la propagation du virus :

« La participation communautaire est le facteur qui détermine le succès de tous les autres mesures mises en œuvre pour lutter contre le virus Ébola ».

39) Directeur administratif, Groupement Basongora (30 avril 2019)⁴²

À Kasindi, le directeur du Groupement Basongora, Clovis Wavene, du Groupement Basongora, a déclaré,

« J'appelle la population à ne pas paniquer, mais plutôt à observer les mesures de prévention, c'est-à-dire se laver les mains pour prévenir notre milieu de cette maladie ».

Notes et références

- ¹ "We've been washing our hands since August. We've followed all the hygiene rules. We don't greet our visitors anymore. We don't bury our own dead—we've accepted the "safe and dignified burials"... We've accepted everything, but to what end?". President of the Civil Society Butembo, 13 February President of the Civil Society Butembo, 13 February.
- ² "Today, everything gets called "Ebola": if you have a fever, it's Ebola, any diarrhea or vomiting, it's Ebola, if a woman miscarries, it's Ebola. What kind of doctors are these? No one is examined." Whatsapp message, 13 February 2019.
- ³ Based on a misunderstanding of actions by response teams to decontaminate toilets with disinfectant. Internews, "Bulletin Koma Ebola du 25 Avril 2019". <https://soundcloud.com/user-740750674/bulletin-koma-ebola-du-25-avril-2019-francais>
- ⁴ Bardosh, K., Gercama, I., Bedford, J. 2019. *Social science and behavioural data compilation, DRC Ebola outbreak, November 2018-February 2019*. Social Science in Humanitarian Action Platform. https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/14389/SSHAP_data_compilation_brief_2_March_2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- ⁵ For instance, an open letter of Nande youth in Kinshasa criticized the "paternalistic" views of response teams: "And even worse, there is current trend to attribute the failure of the response to the community. Worryingly, some members of the response go so far as to grow angry with the population and launch slurs against the community ravaged by violent armed conflict." *The open letter calls for a "stigma free" approach to communicating with the population.* ADIAC Congo. 5 April 2019. "Maladie à virus Ebola: les jeunes Nande de Kinshasa écrivent au Ministre de la Santé Publique", www.adiac-congo.com/content/maladie-virus-ebola-les-jeunes-nande-de-kinshasa-ecrivent-au-ministre-de-la-sante-publique-0
- ⁶ Radio Moto Butembo-Beni. 8 March 2019. "Butembo-Beni et environs : A 6 mois de la déclaration de Ebola, les foyers de contamination n'ont cessé de s'élargir", <http://radiomotofm.info/lireactualite.php?billet=5375Butembo-Beni%20et%20environs%20:%20A%206%20mois%20de%20la%20d%C3%A9claration%20de%20Ebola,%20les%20foyers%20de%20contamination%20n%20ont%20cess%C3%A9%20de%20s%20%C3%A9largir>; Radio Moto Butembo-Beni. 4 February 2019. "Butembo: La partie du cimetière de Kitumba réservée aux victimes de Ebola déjà saturée", <http://www.radiomotofm.info/lireactualite.php?billet=5391BUTEMBO%20:%20La%20partie%20du%20cimetiere%20%C3%A8re%20de%20KITATUMBA%20r%C3%A9serv%C3%A9e%20aux%20victimes%20de%20Ebola%20d%C3%A9j%C3%A0%20satur%C3%A9>
- ⁷ Radio Moto Butembo-Beni. 7 February 2019. "Des rapports reprenant l'aspect 'résistance de la population contre Ebola'", <http://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5405>
- ⁸ For example, local journalist Magloire Paluku recommends: "Program guided visits to laboratories and CTEs to allow specialists to explain the facilitates and to explain the evolution of the Virus, step by step from contamination to death, or from contamination to recovery".
- ⁹ Beni-Lubero Online. 24 February 2019. "Sonnette d'alarme!! Quand l'Ebola devient l'arme de guerre à Butembo-Beni", <https://benilubero.com/quand-ebola-devient-larme-de-guerre-a-butembo-beni/>.
- ¹⁰ Radio Moto Butembo-Beni. 7 February 2019. "Des rapports reprenant l'aspect résistance de la population contre Ebola", <http://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5405>
- ¹¹ For an analysis, see Gulland, A. 7 March 2019. "MSF condemns militarized response Ebola outbreak", www.telegraph.co.uk/news/0/msf-condemns-militarised-response-ebola-outbreak.
- ¹² Sweet, R., Bedford, J. 2018. *Key Considerations: the Context of North Kivu Province, DRC*. Social Science in Humanitarian Action Platform. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/ds2/stream/?#documents/3660494/page/1>
- ¹³ Although the government suspended the 30 December 30 2018 election in Beni and Butembo, youth from Beni organized a parallel election this same day. The goal was to demonstrate the popular desire for political inclusion, to demonstrate that Ebola was used as a "pretext" to restrict voting rights when successful elections would have been possible, and to demonstrating that the area was more orderly than stereotypes might suggest.
- ¹⁴ Communities describe their suspicion of government involvement in harming the population against the backdrop of FARDC involvement in supporting some of the mass killings around Beni. Various investigative studies have found that certain FARDC officers were involved in organizing or supporting some of the killings (see Final Report of the Group of Experts on the Democratic Republic of Congo S/2016/644; Congo Research Group "Mass Killings in Beni Territory: Political Violence, Cover Ups and Cooptation" September 2017) Although this was not the only cause of the massacres, it is the one invoked most often by the population. Some local media suggest an ongoing role of FARDC in the killings even after Felix Tshisekedi took office. Beni-Lubero Online. 24 February 2019. "Ce sont les FARDC qui tuent les civiles à Oicha et environs", <https://benilubero.com/ce-sont-les-fardc-qui-tuent-les-civiles-a-oicha-et-environs/>
- ¹⁵ The involvement of state security forces in the Ebola response may also be seen as political since it coincides with provincial elections. Radio Moto Butembo-Beni. 18 March 2019. "Nord-Kivu: une attention particulière des autorités sur la sécurité du processus électoral", <http://radiomotofm.info/lireactualite.php?billet=5567NORD-KIVU%20:%20Une%20attention%20particuliere%20des%20autorites%20sur%20le%20processus%20%C3%A9lectoral>; Radio Moto Butembo-Beni. 7 February 2019. "Des rapports reprenant l'aspect résistance de la population contre Ebola", <http://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5405>
- ¹⁶ Dr. Ndjoloko continues to collaborate with the WHO, including co-authoring journal articles on the Ebola epidemic in Beni and Butembo as recently as May 2019. Yao, N., Ndjoloko, T., 2019. "Evolving Strategy and Incident Management Systems in Hard to Reach Areas and Fragile Security Settings: The Case of Ebola Response in the Democratic Republic of Congo". *Prehospital and Disaster Medicine*, Vol 34 (1). <https://www.cambridge.org/core/journals/prehospital-and-disaster-medicine/article/evolving-strategy-and-incident-management-systems-in-hard-to-reach-areas-and-fragile-security-settings-the-case-of-ebola-response-in-the-democratic-republic-of-congo/0106353A3FF724D746976B02744C7133>
- ¹⁷ Beni-Lubero online. 15 February 2019. "La population de Beni-Lubero ne reconnaîtra jamais Felix Tshisekedi, bouclier des bourreaux, comme Président", <https://benilubero.com/la-population-de-beni-lubero-ne-reconnaitra-jamais-felix-tshisekedi-comme-president/>
- ¹⁸ The DCFN is an opposition party founded by the elder brother of Mbasa Nyamwisi who leads the RCD/K-ML opposition party.
- ¹⁹ According to the Congolese press, and audio messages circulating on Whatsapp, the *Synergie des Missions d'Observation Citoyenne des Elections* reported that armed actors described as Mai Mai secured some polling stations in Beni territory during elections, creating some worries that villagers were under surveillance at the polls. Specifically at reportedly in Kalunguta, Mabuku, Mbamingi, Mundiba, Kyavisogho and Mambale. Actualite. 31 March 2019. "Législatives-RDC: La SYMOCEL confirme la sécurisation des bureau de vote par des groupes armés à Beni", <https://actualite.cd/2019/03/31/legislatives-rdc-la-symocel-confirme-la-securisation-des-bureaux-de-vote-par-des-groupes-armes-a-beni/>
- ²⁰ Les Volcans News. 17 March 2019. "Incendie du CTE de Lubero/NK: Jean Paul Lumbulumbu appelle à une mobilisation pour retrouver les auteurs et les sensibiliser sur le danger de la propagation de l'Ebola", <http://lesvolcansnews.net/2019/03/17/nord-kivu-incendie-du-cte-de-lubero-jean-paul-lumbulumbu-appelle-a-une-mobilisation-pour-retrouver-les-auteurs-et-les-sensibiliser-sur-le-danger-de-la-propagation-de-lebola/>
- ²¹ Internews, "Bulletin Koma Ebola du 2 Avril 2019". <https://soundcloud.com/user-740750674/bulletin-koma-ebola-du-02-avril-2019-francais>
- ²² Recommendations to relaunch support for the Ebola response: 1. Il faut redéfinir la situation générale de cette résistance contre Ebola. Elle est partie d'où et de qui? Avec cette redéfinition on peut sensibiliser ou empêcher l'origine des suspicions; 2. Il faut refixer ou corriger certains objectifs de la riposte qui n'ont pas été bien assimilés ou qui ont rencontrés des obstacles dans les groupes d'opinions; 3. Il faut encore identifier les personnes influentes qui ont gagné les élections législatives grâce à leurs propos contre ou pour Ebola. Ces personnes peuvent encore une fois jouer un autre rôle plus positif; 4. Proposer les leaders de la société civile qui sont forts en médecine ou qui ont été formés dans la riposte de bien collaborer avec les experts; 5. Définir la riposte contre Ebola à Beni et à Butembo comme un problème né des divergences et récupérations politiques entre les leaders locaux; 6. S'attaquer à la suspicion des pauvres qui croient que la riposte contre Ebola est une affaire de gros sous; 7. Associer les communautés traditionnelles du genre Kyahanda,religieuses et les chefs coutumiers dans la sensibilisation; 8. Impulser un dialogue avec les chefs maimai et leurs mentors politiques ou de la société civile, afin d'empêcher des incursions qui prennent une autre allure en s'infiltrant dans les hôpitaux et CTE; 9. Utiliser les personnes guéries et rescapées pour des témoignages; 10. Refaire des messages contre Ebola en langue vernaculaire; 11. Créer deux Journées-Ebola, par semaine, pendant trois mois au niveau provincial et local; 12. Faire une évaluation nationale en direct à la radio et à la télévision à partir de Kinshasa avec les députés, les ministres, l'OMS. Cette évaluation médiatique sera reprise en direct ou en différé par les médias locaux; 13. Programmer des visites guidées dans des laboratoires et CTE afin que les spécialistes expliquent en composition des scènes et étapes par étape, de la contamination à la mort ou de la contamination à la guérison; 14. Créer un #TOUS CONTRE EBOLA; 15. Créer un prix meilleur prévention contre Ebola, à remettre aux communautés, aux quartiers, aux villages qui seront les meilleurs dans la sensibilisation et riposte contre Ebola.
- ²³ Les Volcans News. 5 April 2019. "Flash: le bureau de l'OMS/Goma assiégé par les manifestants", <http://lesvolcansnews.net/2019/04/05/flash-le-bureau-de-loms-goma-assiege-par-les-manifestants-2/>
- ²⁴ In February, agents involved in the response in Goma who manned handwashing stations at the international borders (Grand and Petit barriers) demanded 4 months of unpaid salary. Les Volcans News. 18 February 2019. "Ebola: les agents de riposte dans la rue à Goma", <http://lesvolcansnews.net/2019/02/18/ebola-les-agents-de-riposte-dans-la-rue-a-goma/>
- ²⁵ ADIAC Congo. 5 April 2019. "Maladie à virus Ebola: les jeunes Nande de Kinshasa écrivent au Ministre de la Santé Publique", www.adiac-congo.com/content/maladie-virus-ebola-les-jeunes-nande-de-kinshasa-ecrivent-au-ministre-de-la-sante-publique-0
- ²⁶ Key attacks include: 9 February, Mutiri quartier in Butembo – initially attributed in messages to "youth" in Butembo; 11 February, Centre de Santé Mavono in Butembo, attributed in local messages to youth and civilians in Butembo; 14 February on Red Cross personnel during burials at Kitatumba, burying Ebola victims from Katwa; 24 February arson attack on ETC in Katwa; 27 February and 9 March arson of ETC Itav in Butembo city (following the earlier endorsements of this ETC by Martin Fayulu and Catholic Bishop Melcesidech Sikuli); 14 March, MSF hospital burned at Mambowa, Njiapanda, Mangerudjipi; 18 April, response team attacked at Kyondo, village of Vuehisi; 19 April, Université Catholique du Graben in Butembo, killing Cameroonian WHO doctor Richard Valery Mouzoko Kiboung; 20 April, attack on Katwa hospital.
- ²⁷ On the UPLC, see the reports of the United Nations Group of Experts - S/2018/531, para. 95-108, available at: <https://www.undocs.org/S/2018/531> and <https://www.undocs.org/S/2017/672>, paras. 56-57, paras. 177-179, and annex 24 - available at: <https://undocs.org/S/2017/672/Rev.1>
- ²⁸ Les Volcans News. 17 March 2019. <http://lesvolcansnews.net/2019/03/17/nord-kivu-incendie-du-cte-de-lubero-jean-paul-lumbulumbu-appelle-a-une-mobilisation-pour-retrouver-les-auteurs-et-les-sensibiliser-sur-le-danger-de-la-propagation-de-lebola/>
- ²⁹ Radio Moto. 9 April 2019. "Lutte contre Ebola à Butembo: la police sauve les agents de riposte d'une attaque des jeunes de Mutiri", <http://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5414>
- ³⁰ Beni-Lubero Online. 24 February 2019. "Sonnette d'alarme!! Quand l'Ebola devient l'arme de guerre à Butembo-Beni", <https://benilubero.com/quand-ebola-devient-larme-de-guerre-a-butembo-beni/>
- ³¹ Including 7sur7.cd, Radio Moto, RCTC/Goma, TopCongo.
- ³² The Episcopalian Archbishop and seven bishops wrote a joint statement expressing solidarity with the Catholic Bishop in affirming support for the Ebola response. Presbyterian leaders commissioned their own reports on the resistance and assembled pastors to state jointly how to restore support for the Ebola response in their parishes (included in "practical recommendations"). In Mangina, the motorcycle taxi association again endorsed the efforts of response personnel. Kisangani church leaders also launched a press communiqué expressing support for Ebola response teams and encouraged widespread support for the response. Radio Moto Butembo-Beni. 8 March 2019. "L'Archidiocèse de Kisangani affecté par le phénomène Ebola à Butembo", <http://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5535>
- ³³ Radio Moto Butembo-Beni"; Radio Moto Butembo-Beni. 6 March 2019. "Mangina: le travail abattu par l'équipe de riposte contre EBOLA applaudi par les taximen", <http://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5518>

³³ Congo Sauti. 9 February 2019. "Ebola: La Justice locale s'implique aussi dans la riposte à Butembo", <http://congosauti.com/2019/02/09/ebola-la-justice-locale-simplique-aussi-dans-la-riposte-a-butembo/>

³⁴ In early February, Butembo's Mayor and the Butembo-based Catholic Bishop called on the population of Katwa to stop protests. The *Procureur du Parquet de Grande Instance* in Butembo stated that he would have protestors arrested. Congo Sauti. 9 February 2019. "Ebola: La Justice locale s'implique aussi dans la riposte à Butembo", <http://congosauti.com/2019/02/09/ebola-la-justice-locale-simplique-aussi-dans-la-riposte-a-butembo/>

³⁵ Radio Moto Butembo-Beni. 12 February 2019. "Mgr Sikuli PALUKU en visite des malades au CTE: « On ne vient pas ici pour mourir, mais pour guérir », <https://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5425>

³⁶ Radio Moto Butembo-Beni. 11 February 2019. "Ebola, une épreuve à la foi des chrétiens selon l'Evêque de Butembo-Beni", <http://radiomotofm.info/lirearticle.php?billet=5426>

³⁷ Radio Moto Butembo-Beni. 13 February 2019. "Demandez leur combien ils m'ont donné pour que je m'implique dans la lutte contre Ebola (Mgr Sikuli Paluku)", <https://bit.ly/2M02QWX>

³⁸ Also available online at Volcan News. 17 February 2019. "Martin Fayulu au centre de traitement de l'Ebola de Butembo", <http://lesvolcansnews.net/2019/02/17/martin-fayulu-au-centre-de-traitement-de-lebola-de-butembo/>

³⁹ Internews. "Bulletin Koma Ebola du 2 Avril 2019". <https://soundcloud.com/user-740750674/bulletin-koma-ebola-du-02-avril-2019-francais>

⁴⁰ Université Catholique du Graben. Message d'Indignation des Etudiants de l'Université Catholique du Graben (UCG) aux Autorités Politico-Administratives de la République Démocratique du Congo (Chacune Suivant ses Responsabilités) et à toute la Population de Butembo et ses Environs. Available on request.

⁴¹ Internews. "Bulletin Koma Ebola du 1 Avril 2019". <https://soundcloud.com/user-740750674/bulletin-koma-ebola-du-01-avril-2019-francais-1>

⁴² Internews. "Bulletin Koma Ebola du 30 Avril 2019". <https://soundcloud.com/user-740750674/bulletin-koma-ebola-du-30>

Contact

Veillez nous contacter si vous avez une demande directe relative à la riposte au virus Ébola en RDC, ou concernant les notes stratégiques de la SSHAP, des outils, une expertise technique ou une analyse à distance supplémentaire, ou si vous souhaitez rejoindre le réseau de conseillers.

Pour contacter directement la Plateforme Social Science in Humanitarian Action, veuillez envoyer un e-mail à Juliet Bedford (julietbedford@anthrologica.com) et Santiago Ripoll (s.ripoll@ids.ac.uk). Pour contacter l'auteure de la note stratégique, veuillez envoyer un e-mail à Rachel Sweet (rsweet2@nd.edu).

Centres de liaison clés Plateforme : UNICEF : Rafael Obregon (robregon@unicef.org)
UNICEF RDC : Jon Shadid (jdshadid@unicef.org)
OMS : Ashaluck Bhatiasevi (bhatiaseviap@who.int)
IFRC : Ombretta Baggio (ombretta.baggio@ifrc.org)
Groupe de recherche des sciences sociales GOARN : Nina Gobat (nina.gobat@phc.ox.ac.uk)



La Plateforme Social Science in Humanitarian Action : A Communication for Development est un partenariat entre UNICEF, l'Institute of Development Studies (IDS) et Anthrologica. Un financement supplémentaire pour soutenir l'intervention de la Plateforme face au virus Ebola en RDC a été fourni par le Wellcome Trust et le DFID. ⁴³